

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
9 juillet 2019
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-treizième session
Point 66 de l'ordre du jour
Consolidation et pérennisation de la paix

Conseil de sécurité
Soixante-quatorzième année

**Lettre datée du 3 juillet 2019, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la République populaire
démocratique de Corée auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration faite à la presse, le 3 juillet 2019, par la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe) au sujet d'une lettre distribuée à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation par les États-Unis d'Amérique, conjointement avec le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, dans laquelle ces pays demandent instamment l'application des résolutions relatives aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité à la République populaire démocratique de Corée.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale, au titre du point 66 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Kim Song**



Annexe à la lettre datée du 3 juillet 2019 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration à la presse de la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies en date du 3 juillet 2019

La Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies publie la présente déclaration faite à la presse concernant une lettre distribuée à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation par les États-Unis d'Amérique, conjointement avec le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, dans laquelle ces pays demandent instamment l'application des résolutions relatives aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité à la République populaire démocratique de Corée.

Comme vous le savez déjà, le 18 juin, les États-Unis et 23 autres pays ont adressé, au Comité des sanctions créé par la résolution [1718 \(2006\)](#) du Conseil de sécurité, une lettre dans laquelle ils exigeaient, sous le prétexte absurde d'un dépassement des quotas d'importation de pétrole raffiné, que des mesures soient prises d'urgence. Cette lettre n'ayant pas eu l'effet escompté, les États-Unis, avec le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, ont distribué, le 29 juin, une lettre conjointe à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation, dans laquelle ils réclamaient le rapatriement des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'étranger, attisant ainsi un climat de sanctions et de pression contre ce pays.

Cette lettre conjointe n'est rien de moins qu'une tentative ouverte de faire pression sur les États Membres de l'Organisation pour les pousser à appliquer les résolutions relatives aux sanctions contre la République populaire démocratique de Corée. Une telle démarche montre bien que les États-Unis sont, en réalité, de plus en plus déterminés à faire preuve d'hostilité envers la République populaire démocratique de Corée, alors même qu'ils parlent d'un dialogue entre les deux pays.

Il n'aura échappé à personne que cette lettre conjointe a été distribuée par la Mission permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, sur instruction du Département d'État, le jour même où le Président Trump avait proposé la tenue du sommet.

Il est pour le moins ridicule que les États-Unis, convaincus que les sanctions sont une panacée à tous les maux, poursuivent de manière obsessionnelle leur campagne de pression et de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée.

Comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, nous ne réclamons pas une levée des sanctions.

Tous les États Membres de l'Organisation devront demeurer vigilants face aux tentatives délibérées des États-Unis de saper le climat pacifique instauré, non sans difficulté, dans la péninsule coréenne.